

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Cantons de l'Est et au Tourisme, le 17 octobre 1973, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de ses ayants droit", a donné le 7 novembre 1973 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e oktober 1973 door de Staatssecretaris voor de Oostkantons en het Toerisme verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende statuut van de verplicht ingelijfde bij het duitse leger en zijn rechthebbenden", heeft de 7 november 1973 het volgende advies gegeven :

PREAMBULE.

Etant donné qu'il s'agit d'un projet de loi et non d'arrêté, les références qui figurent au préambule, de même que le considérant, doivent être omis et remplacés par la formule habituelle de présentation des projets de lois.

PRESENTATION DU PROJET.

Il y aurait avantage à subdiviser le projet en quatre chapitres.

Cette subdivision pourrait se faire selon le schéma suivant :

- | | |
|----------------------|--|
| <u>Chapitre Ier.</u> | <u>Des bénéficiaires</u> (articles 1er, 2 et 3). |
| <u>Chapitre II.</u> | <u>De la demande et de la procédure</u> (article 4 et article 5, §§ 1er à 4 inclus). |
| <u>Chapitre III.</u> | <u>Des commissions de reconnaissance</u> (article 5, §§ 5 à 8). |
| <u>Chapitre IV.</u> | <u>Dispositions finales</u> (articles 6 et 7). |

.../...

Article 1er.

Les conditions mises à la reconnaissance de la qualité d'incorporé de force dans l'armée allemande s'imposent en vertu de l'article 2 et les diverses causes d'exclusion sont applicables en vertu de l'article 3. Dès lors, les mots : "Pour autant qu'elles remplissent les conditions visées à l'article 2 et ne sont pas exclues en vertu de l'article 3" peuvent être supprimés.

Le mot "et" devrait être inséré après les mots "au 10 mai 1940" et les mots "visée à l'article 6" devraient être insérés entre les mots "... d'octroi de la carte ..." et "... possèdent la nationalité belge ...".

Article 2.

Le début de cet article devrait se lire comme suit :

"Article 2.-

La qualité d'incorporé de force dans l'armée allemande est reconnue ...".

Il est proposé de remplacer le terme "condition" par "qualité" chaque fois que ce terme figure dans le projet.

.../...

Article 3.

Il vaudrait mieux rédiger la disposition du 1° comme suit :

"1° les personnes condamnées après le 31 octobre 1940 pour crime ou délit ...".

Au 3°, le texte, tel qu'il est rédigé, n'a pas pour effet d'exclure du bénéfice de la loi les personnes qui, après avoir été déchues de leurs droits civils ou politiques en vertu des dispositions de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, ont recouvré ces droits en vertu de la loi du 30 juin 1961. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu de prévoir une disposition expresse à cet égard.

D'autre part, l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 a été abrogé et remplacé par la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique et celle-ci, à son tour, a été abrogée et remplacée par la loi du 30 juin 1961. Dans ces conditions, il conviendrait d'ajouter au 3° les mots "et des lois qui l'ont remplacé".

En ce qui concerne le 5°, ce texte reprend la disposition de l'article 4, 2°, de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat s'abstient d'émettre des observations au sujet de cette disposition dont la clarté laisse cependant à désirer.

.../...

Il est proposé de rédiger la finale du 6° de la manière suivante :

"... pour l'ennemi lorsqu'elles avaient atteint l'âge de 18 ans au moment de leur engagement".

Au 7°, il y aurait lieu de remplacer les initiales "N.S.D.A.P." par "Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei" et, conformément aux intentions exprimées par le délégué du Gouvernement, de supprimer le terme "ou" dans le membre de phrase "... associations nazis et/ou dont l'attitude ...".

Probablement par suite d'une inadvertance, le projet omet de reprendre la disposition suivante qui figure dans le projet L.11.931/2 :

"L'affiliation est présumée volontaire sauf preuve contraire".

En ce qui concerne le dernier alinéa de l'article 3, il devrait faire l'objet d'un 8° rédigé comme suit :

"8° les personnes dont l'activité particulièrement utile à l'effort de guerre ennemi a eu pour effet de retarder l'incorporation de force dans l'armée allemande".

.../...

Article 4.

Au § 2, il convient d'écrire : "... la preuve de leur incorporation de force dans l'armée allemande et de la durée de celle-ci".

Article 5.

Les §§ 1er et 2 devraient faire l'objet d'un paragraphe unique rédigé comme suit :

"§ 1er. Pour les personnes visées à l'article 2 et qui sont titulaires d'un statut de reconnaissance nationale, le Ministre compétent statue par décision motivée, sans intervention de la commission prévue au § 5.

Il en est de même lorsque le Ministre estime que les droits à la qualité d'incorporé de force dans l'armée allemande sont nettement établis sur tous les chefs de la demande".

L'alinéa 2 du § 2 de l'article 5 du projet, deviendrait dès lors le § 2, rédigé comme suit :

"§ 2. Les décisions de reconnaissance visées au § 1er sont notifiées au greffe de la Commission de première instance ...".

.../...

Au § 3, il y a lieu de lire :

"§ 3. Les demandes des personnes non visées au § 1er ci-dessus sont soumises à l'examen de la commission prévue au § 5; la commission statue par décision motivée".

Il est proposé de rédiger le § 4 de la manière suivante :

"§ 4. Les décisions visées aux §§ 1er et 3 sont notifiées au requérant par lettre recommandée à la poste. Les décisions sont susceptibles d'un recours devant la commission d'appel visée au § 8 dans le délai de soixante jours à compter de la notification au requérant. Le recours du requérant est introduit par lettre recommandée à la poste, adressée au Ministre compétent.

Le même recours est ouvert au Ministre dans le même délai contre les décisions visées au § 3.

Le recours du Ministre est constaté par une inscription paraphée par le Ministre ou par son délégué dans un registre d'appel et est notifié au requérant par lettre recommandée à la poste.

Les recours visés au présent paragraphe sont motivés".

.../...

A l'alinéa 1er du § 5, il y aurait lieu d'écrire :

" ...

- un président, magistrat de première instance, ...;
- un secrétaire-rapporteur ...;".

Il y aurait lieu de remplacer les mots "quatre membres incorporés de force" par les mots "quatre membres auxquels le Ministre a reconnu la qualité d'incorporé de force".

L'emploi des mots "présentés sur une liste double conjointement par ..." semble impliquer qu'il faut l'accord des différents groupements sur chacun des huit noms présentés. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait être modifié en conséquence. La même observation vaut pour le § 8, alinéa 1er.

Plutôt que de viser expressément dans la loi le "Comité de contact des associations patriotiques", le "Comité de coordination des victimes civiles de la guerre", et le "Groupement des invalides de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants-droit des cantons d'Eupen, Malmedy et St. Vith", il vaudrait mieux laisser au Roi le soin de désigner les associations de droit ou de fait qui seront chargées de présenter la liste double. En effet, les organisations citées dans le projet sont des organisations de pur fait dont la disparition pourrait paralyser la mise en oeuvre de la loi en projet. La même observation vaut pour le § 8, alinéa 1er.

.../...

L'alinéa 2 du même paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"Le Président et les membres de la commission sont nommés par le Roi, sur proposition du Ministre ayant l'Administration des victimes de la guerre dans ses attributions".

La même observation vaut pour le § 8, alinéa 2.

L'alinéa 3 du même paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"Des membres suppléants pourront être nommés dans les mêmes conditions".

La même observation vaut pour le § 8, alinéa 3.

La phrase finale du premier alinéa du § 6 devrait être rédigée en ces termes :

"A défaut de comparution, la commission peut passer outre et statuer sur les conclusions".

Il est proposé d'insérer le texte suivant entre les alinéas 1er et 2 du § 6 :

"Les audiences sont publiques, sauf huis clos à prononcer dans chaque cas particulier par le président

.../...

lorsqu'il le juge nécessaire. Les décisions sont toujours prononcées en audience publique".

Au même § 6, il conviendrait, en vue d'unifier la terminologie, de remplacer le mot "demandeur" par le mot "requérant".

Au 6ème alinéa de ce paragraphe les mots "lorsqu'ils siègent" devraient être remplacés par les mots : "par séance".

A l'alinéa 8, il y a lieu de lire : "prévues pour les directeurs des divers départements ministériels par la réglementation relative aux frais de séjour et de parcours des membres du personnel des ministères".

L'alinéa 1er du § 7 devrait être rédigé comme suit :

"§ 7. Les décisions qui reconnaissent la qualité d'incorporé de force dans l'armée allemande constatent l'absence dans le chef de l'intéressé des causes d'exclusion visées par l'article 3, ainsi que ... (la suite comme au projet)".

Au § 8, alinéa 1er, il y a lieu de lire :

- "- un président, magistrat du degré d'appel, effectif, ...;
- un secrétaire-rapporteur ...;
- deux membres auxquels le Ministre a reconnu la qualité d'incorporé de force ...".

.../...

§ 9. Compte tenu des articles 14 et 15 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, le § 9 doit être omis.

Article 6.

Le début de l'alinéa 1er devrait se lire :

"Toute décision d'attribution de la qualité d'incorporé de force ...".

Il ne paraît pas normal de faire approuver le modèle de la carte par le législateur lui-même. Si le Gouvernement partage cette opinion, la finale de l'alinéa 1er devrait se lire :

"sous forme d'une carte dont le Roi détermine le modèle".

Pour réparer une inadvertance du projet, il est suggéré de rédiger comme suit les deux derniers alinéas de l'article 6 :

"En cas de décès de celui-ci, la carte à titre posthume est délivrée au conjoint survivant sauf s'il est dans un des cas d'exclusion prévus par l'article 3".

Article 7.

Cet article doit être supprimé.

AANHEF.

Het ontwerp is er een van wet, niet van besluit.
De in de aanhef voorkomende verwijzingen en de considerans moeten dus worden weggelaten en vervangen door het gewone indieningsformulier voor wetsontwerpen.

INRICHTING VAN HET ONTWERP.

Het ontwerp zou beter worden ingedeeld in vier hoofdstukken.

Het volgende schema wordt in overweging gegeven :

<u>Hoofdstuk I.</u>	<u>Gerechtigden</u> (de artikelen 1, 2 en 3).
<u>Hoofdstuk II.</u>	<u>Aanvraag en procedure</u> (de artikelen 4 en 5, §§ 1 tot en met 4).
<u>Hoofdstuk III.</u>	<u>Erkenningscommissies</u> (artikel 5, §§ 5 tot 8).
<u>Hoofdstuk IV.</u>	<u>Slotbepalingen</u> (de artikelen 6 en 7).

*

Artikel 1.

De voorwaarden tot erkenning als verplicht ingelijfde bij het Duitse leger worden vastgesteld bij artikel 2, en de oorzaken van uitsluiting vinden toepassing krachtens artikel 3. Derhalve kunnen de woorden "Voor zover zij de

.../...

in artikel 2 bepaalde voorwaarden vervullen en zij krachtens artikel 3 niet uitgesloten zijn" worden geschrapt.

In de Franse tekst voege men na de woorden "au 10 mai 1940" het woord "et" in. Voorts schrijve men "... toekenning van de in artikel 6 bedoelde kaart".

Artikel 2.

De aanvang van dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 2.-

Als verplicht ingelijfde bij het Duitse leger worden erkend : ...".

Voorgesteld wordt de term "condition" te vervangen door "qualité" overal waar hij voorkomt in de Franse tekst van het ontwerp.

Artikel 3.

Het bepaalde onder 1° kan beter als volgt worden gelezen :

"1° zij die na 31 oktober 1940 veroordeeld zijn wegens misdaad of wanbedrijf ...".

De tekst onder 3° heeft, zoals hij is gesteld, niet tot gevolg dat van de wet worden uitgesloten zij die de burgerlijke of politieke rechten, waarvan zij vervallen waren verklaard krachtens het bepaalde in de besluitwet van

19 september 1945, hebben herkregen krachtens de wet van 30 juni 1961. Mocht de Regering het anders bedoelen, dan moet in een uitdrukkelijke bepaling daaromtrent worden voorzien.

De besluitwet van 19 september 1945 is door de wet van 14 juni 1948 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, en deze weer door de wet van 30 juni 1961 opgeheven en vervangen. Daarom voege men aan 3° de woorden toe : "en van de wetten die ze hebben vervangen".

Onder 5° is overgenomen de bepaling van artikel 4, 2°, van de besluitwet van 24 december 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht. De Raad onthoudt zich derhalve van opmerkingen bij die bepaling, ofschoon ze allesbehalve duidelijk is.

Voorgesteld wordt, de tekst onder 6° als volgt te lezen :

"zij die vrijwillig voor de vijand hebben gewerkt, als zij bij hun dienstneming de leeftijd van 18 jaar hadden bereikt".

Onder 7° schrijve men voluit "National-sozialistische Deutsche Arbeiter Partei" en schrappe men "of" in het zinsdeel "zijn toegetreden en/of wier houding", wat volgens de gemachtigde van de Regering met de bedoeling overeenstemt.

Vermoedelijk bij vergissing laat het ontwerp de hierna volgende bepaling, die voorkomt in ontwerp L. 11.931/2, achterwege :

.../...

"Bij gebrek aan tegenbewijs wordt de toetreding als vrijwillig geacht" (men leze : "Behoudens tegenbewijs wordt de toetreding geacht vrijwillig te zijn geweest").

Het laatste lid van artikel 3 zou 8° moeten worden, met de volgende lezing :

"8° zij die, dank zij een voor de vijandelijke oorlogvoering bijzonder nuttige activiteit, aan inlijving bij het Duitse leger hebben kunnen ontsnappen".

Artikel 4.

In § 2 leze men : "... het bewijs van hun verplichte inlijving bij het Duitse leger en van de duur ervan".

Artikel 5.

De §§ 1 en 2 zouden één als volgt gesteld paragraaf moeten worden :

"§ 1. Voor de in artikel 2 bedoelde personen die een statuut van nationale erkentelijkheid bezitten, doet de bevoegde Minister uitspraak bij een met redenen omklede beslissing, zonder dat de bij § 5 bedoelde commissie optreedt.

Hetzelfde geldt wanneer de Minister oordeelt dat het recht op de hoedanigheid van verplicht ingelijfde bij het Duitse leger duidelijk vaststaat op alle punten van de ingediende aanvraag".

.../...

Het tweede lid van § 2 van artikel 5 van het ontwerp wordt dan § 2, en kan als volgt worden gelezen :

"§ 2. Van de beslissingen tot erkenning bedoeld in § 1, wordt kennis gegeven aan de griffie van de commissie van eerste aanleg en aan de betrokkene".

In § 3 leze men :

"§ 3. De aanvragen van niet onder § 1 vallende personen worden voor onderzoek voorgelegd aan de commissie bedoeld in § 5; de commissie doet uitspraak bij een met redenen omklede beslissing".

Voor § 4 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"§ 4. Van de beslissingen bedoeld in de §§ 1 en 3 wordt aan de aanvrager kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief. Tegen de beslissingen kan bij de commissie van beroep, bedoeld in § 8, beroep worden aangetekend binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de kennisgeving aan de aanvrager. Het beroep van de aanvrager wordt ingesteld bij een ter post aangetekende brief aan de bevoegde Minister.

Een zelfde beroep kan binnen dezelfde termijn door de Minister worden ingesteld tegen de beslissingen bedoeld in § 3.

.../...

Het beroep van de Minister wordt vastgesteld bij een door de Minister of zijn gemachtigde geparafeerde inschrijving in een appelregister, en aan de aanvrager wordt kennis ervan gegeven bij een ter post aangetekende brief.

De in deze paragraaf bedoelde beroepen worden met redenen omkleed".

In het eerste lid van § 5 leze men :

"Een uit zes leden bestaande commissie van eerste aanleg wordt ingesteld, die zitting houdt te Eupen en samengesteld is als volgt :

- een voorzitter, die werkend, plaatsvervangend of eremagistraat in eerste aanleg is;
- een secretaris-verslaggever, behorend tot het Bestuur ...".

De woorden "4 leden verplicht ingelijfd" vervangen men door de woorden "vier leden die de Minister als verplicht ingelijfden heeft erkend".

De woorden "op een dubbele lijst gezamenlijk voorgedragen door ..." lijken te impliceren, dat het akkoord van de onderscheiden groeperingen vereist is over elk van de acht voorgedragen namen. Is dat niet de bedoeling van de Regering, dan moet de tekst dienovereenkomstig worden gewijzigd. Een zelfde opmerking geldt voor § 8, eerste lid.

In de wet vermeldde men niet uitdrukkelijk het "Contactcomité van de vaderlandslievende verenigingen", het "Coördinatiecomité der burgerlijke oorlogsslachtoffers" en "de groepering der oorlogsinvaliden 1940-1945 en hun rechthebbenden uit de kantons Eupen-Malmedy-Sankt Vith",

.../...

het kan beter aan de Koning worden overgelaten, te bepalen welke verenigingen in rechte of welke feitelijke verenigingen de dubbeltallen zullen voordragen. De in het ontwerp genoemde organisaties zijn immers zuiver feitelijke organisaties, waarvan de verdwijning de inwerkingstelling van de ontwerp-wet lam zou kunnen leggen. Een zelfde opmerking geldt voor § 8, eerste lid.

Het tweede lid van § 2 leze men als volgt :

"De voorzitter en de leden van de commissie worden door de Koning benoemd, op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur voor de oorlogsslachtoffers behoort".

De opmerking geldt ook voor § 8, tweede lid.

Het derde lid van § 2 leze men als volgt :

"Plaatsvervangende leden kunnen onder dezelfde voorwaarden worden benoemd".

De opmerking geldt eveneens voor § 8, derde lid.

De slotzin van het eerste lid van § 6 leze men als volgt :

"Bij niet-verschijning kan de commissie de behandeling voortzetten en uitspraak doen op conclusies".

.../...

Voorgesteld wordt, de volgende tekst in te voegen tussen het eerste en het tweede lid van § 6 :

"De zittingen zijn openbaar, behoudens zitting met gesloten deuren, voor elk geval afzonderlijk uit te spreken door de voorzitter als hij het nodig acht. De beslissingen worden steeds in openbare zitting uitgesproken".

Terwille van de eenheid van terminologie in het ontwerp vervange men het woord "verzoeker" door "aanvrager".

In het zesde lid van § 6 vervange men de woorden "Wanneer zij zetelen" door "Per zitting".

In het achtste lid leze men : "... voor de directeurs van de onderscheiden ministeriële departementen vastgesteld bij de reglementering betreffende de vergoeding wegens reis- en verblijfkosten van de leden van het personeel der ministeries".

Het eerste lid van § 7 leze men als volgt :

"De beslissingen waarbij de hoedanigheid van verplicht ingelijfde bij het Duitse leger wordt erkend, constateren dat de belanghebbende zich niet in een van de in artikel 3 bedoelde gevallen van uitsluiting bevindt, en stellen ook de duur vast van ...".

In § 8, eerste lid, leze men :

.../...

- "- een voorzitter, die werkend, plaatsvervangend of ere-magistraat in hoger beroep is;
- een secretaris-verslaggever, behorend tot ...;
- twee leden die de Minister als verplicht ingelijfd heeft erkend ...".

§ 9. Gegeven de artikelen 14 en 15 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet § 9 vervallen.

Artikel 6.

Het eerste lid van de Franse tekst zou als volgt moeten beginnen :

"Toute décision d'attribution de la qualité d'incorporé de force ...".

Het lijkt niet normaal, dat de wetgever zelf het model van de kaart goedkeurt. Als de Regering er ook zo over denkt, leze men het slot van het eerste lid als volgt :

"... in de vorm van een kaart waarvan de Koning het model vaststelt".

Om een onachtzaamheid van het ontwerp te herstellen geeft de Raad in overweging de twee laatste alinea's van artikel 6 als volgt te lezen :

.../...

"Ingeval deze is overleden wordt de postume kaart afgegeven aan de overlevende echtgenoot, behalve wanneer deze zich in een der bij artikel 3 bedoelde gevallen van uitsluiting bevindt".

Artikel 7.

Dit artikel dient te worden geschrapt.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN,
de Heren :

F. REMION,
H. ROUSSEAU,

P. DE VISSCHER,

G. ARONSTEIN,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section
de législation,
bijzitter van de afdeling
wetgeving,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J.P. HAESAERT, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.P. HAESAERT, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS.

G. VAN BUNNEN.